



LA UNE

## Tunisie : et si Ben Ali tombait ?

Par **Pierre Puchot**

Article publié le mercredi 12 janvier 2011

C'est la rumeur du jour, qui court autant dans les cafés, qu'au sein des sections des partis d'opposition, comme au cœur de la puissante organisation syndicale UGTT... Dépassé par les événements, le président Ben Ali préparerait son départ. Sur quoi se base cette rumeur ? Autant sur la propagation du mouvement qui a gagné la banlieue de Tunis, mardi soir, et paralysé la ville de Sfax mercredi, que sur l'incapacité du président à y faire face. Alors, après 24 ans de pouvoir, celui qui avait promis en déposant son prédécesseur de mettre fin à la «*présidence à vie*», pourrait-il enfin laisser la place ?

Au-delà des comparaisons hasardeuses avec l'effondrement du régime de Ceausescu en 1989, qui ont fleuri dans la presse internationale dès la fin du mois de décembre, plusieurs facteurs internes peuvent laisser croire à un tel scénario.

### – Un mouvement d'une ampleur inédite

Depuis 1984 et un mouvement qui avait précédé le basculement du régime d'un Bourguiba physiquement épuisé et déconnecté de son peuple, aucune agitation semblable n'a secoué la Tunisie. C'est aujourd'hui l'ensemble du pays, chaque région, chaque ville moyenne qui manifeste, rendant désormais impossible le recensement des cortèges et des actions militantes, tant elles sont nombreuses.

Les émeutes ne sont plus simplement le fait des régions du sud et du centre-ouest de la Tunisie, mais atteignent Tunis et se rapprochent des centres du pouvoir. Plusieurs manifestations d'artistes, de syndicalistes et d'avocats se sont tenues mardi dans les rues de la capitale. Des émeutes ont eu lieu jusque mercredi matin à moins d'un kilomètre de Carthage ville et du palais présidentiel. Mardi soir, l'armée a été déployée pour la première fois à Tunis et dans une banlieue populaire.

Les forces de l'ordre ont tiré en l'air en guise de sommation pour disperser une foule qui mettait à sac des bâtiments dans le faubourg ouvrier d'Ettadamen. À l'hôpital de Tunis, où Mediapart a joint un responsable mercredi à 15h, aucun décès par balle n'avait été enregistré en provenance de ces quartiers. Selon un témoin anonyme cité par l'AFP, deux personnes ont été tuées mercredi à Douz, au sud le Tunisie. «*Les victimes sont Hatem Bettaher, un enseignant universitaire*» franco-tunisien dont Mediapart a obtenu la confirmation du décès, «*et Riad Ben Oun, un électricien*», a précisé ce témoin, qui ajoute qu'«*entre quatre et cinq autres habitants ont été blessés, dont certains grièvement.*»

Mardi soir, le pouvoir décrétait un couvre-feu à Tunis et dans ses banlieues, reconnaissant des troubles persistants dans «*certains quartiers*».

A Sfax, deuxième ville du pays, une manifestation a réuni entre

15.000 et 50.000 personnes, selon les informations recueillies par plusieurs témoins joints mercredi après-midi par Mediapart. Déployées sur place, les forces de police n'ont pu empêcher les manifestants de s'en prendre au local du Rassemblement constitutionnel démocratique, parti du président Ben Ali, dont une partie aurait brûlé.

Outre les grèves générales votées à Sfax et dans la région de Sidi Bouzid, la capitale devrait être paralysée vendredi matin, entre 9h et 11h, comme en a décidé le vote de la section locale UGTT de Tunis. La branche des enseignants a décidé, elle, de cesser le travail. En moins d'une semaine, l'ensemble du territoire tunisien se retrouve touché par une grève générale qui, au dire de tous, n'en est qu'à ses débuts.

### – Le basculement de l'UGTT

Pour le mouvement, c'est le relais qui peut tout changer. Unique centrale syndicale du pays, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) revendique 500.000 adhérents, principalement dans le secteur public. Fidèle au régime depuis la fin des années 1980, elle avait soutenu... la réélection du président Ben Ali en 2009.

Son rôle depuis le début mouvement, le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, est cependant tout autre. De nombreux débats ont d'abord été organisés partout dans le pays dans les locaux des sections régionales, ce qui a conduit fin décembre le secrétaire général de l'UGTT à menacer de poursuites pénales les adhérents qui participaient à de telles réunions.

Au lendemain de Noël, le mouvement, qui s'appuyait sur quelques branches dissidentes du syndicat comme celles des PTT ou de l'enseignement primaire et secondaire, a peu à peu gagné toutes les branches de la centrale. L'UGTT, qui avait suspendu plusieurs syndicalistes de Gafsa, lors du mouvement du bassin minier de 2008 qui avait paralysé toute la région pendant six mois, a tiré les enseignements du passé, selon le secrétaire général des médecins, Khalil Zaouia, affilié à l'UGTT :

«*Cette semaine, dit-il, après la réunion extraordinaire de tous les délégués régionaux de lundi, une première, le syndicat a joué son rôle. Si elle n'a pas appelé à une grève générale pour éviter l'embrasement, la commission administrative a laissé à chaque section régionale le soin de se prononcer, sachant très bien que toutes allaient embrayer. L'UGTT demeure cette organisation très puissante qui peut bloquer par exemple les transports en une demi-journée. Elle le montre aujourd'hui.*» Un retour, en fait, aux années 1970, lorsque l'UGTT constituait un syndicat d'opposition, avec lequel le pouvoir devait compter. nd

### – Un modèle économique qui s'effondre, une classe moyenne



### qui souffre

Si, le 17 décembre, le jeune Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu, c'est avant tout parce que malgré ses diplômes, il ne parvenait pas à nourrir sa famille. Les Tunisiens, qui n'épargnent certes pas la famille Ben Ali-Trabelsi, se battent avant tout pour davantage de justice sociale et la redistribution d'une richesse nationale dont les habitants du centre du pays et du sud s'estiment exclus. C'est aussi le signe de la fin d'un modèle économique, dont le FMI et Dominique Strauss-Kahn continuaient fin 2010 à vanter les mérites.

Interdite de territoire tunisien depuis la sortie de son livre en 2006, *La Force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, la chercheuse de Sciences-po, Béatrice Hibou, est l'une des rares à pointer depuis le début des années 2000 la déchéance de ce qu'elle appelle le «pacte de sécurité» de Ben Ali :

« Dès 2002-2003, explique-t-elle à Mediapart, on a vu que ce système, qui consistait à faire accepter l'autoritarisme et la répression par un accès relatif de la population à la modernité et à la consommation, s'est effondré avec la crise économique. Derrière ce miracle économique que l'on vantait, il y a les entreprises offshore du textile, puis les call center, qui s'installent un an, puis partent ailleurs, garantissant des salaires parfois misérables, et de moins en moins d'emplois pour les jeunes, notamment les jeunes diplômés. Le tourisme et ses créances douteuses ont également contribué à la crise en gangrenant le système bancaire. Nous sommes un peu aveugles aujourd'hui sur la classe moyenne et sa capacité à se mobiliser contre le régime, mais il est évident qu'elle a beaucoup souffert ces dernières années. Autre catégorie mécontente, la bourgeoisie classique, qui s'est peu à peu fait supplanter dans les affaires par les clans, et notamment celui de la femme du président, Leila Trabelsi. »

### – Fait inédit, Ben Ali monte au front, mais sans stratégie

© (dr) Ces dernières années, les interventions télévisées du président Ben Ali se comptaient sur les doigts de la main. En moins de deux semaines pourtant, le 28 décembre et le 10 janvier, le chef de l'Etat tunisien s'est adressé par deux fois à ses concitoyens. Pour leur dire quoi ? Qu'il allait «frapper fort» contre les terroristes et les auteurs de troubles, et créer 300.000 emplois dans l'année.

Ces propos ont davantage galvanisé que calmé l'opposition, et ils ont suscité la critique publique dans son propre camp, au sein du RCD comme de l'UDU, parti de la majorité présidentielle qui a réclamé l'arrêt de l'usage de la violence contre les manifestants civils. Ce mercredi, deux jours après son discours, le président a limogé son ministre de l'intérieur, sans que son renvoi soit motivé.

Le président a également annoncé la libération de tous les manifestants arrêtés depuis un mois, mais a décidé le même jour de faire arrêter l'emblématique Hamma Hamami, porte-parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), aussi popu-

laire qu'innocent.

Fin décembre, le président avait déjà remplacé deux ministres et trois gouverneurs par... des proches du régime.

Sans stratégie politique, sans programme économique crédible, coincé par l'impopularité de sa femme, Leila Trabelsi, figure du népotisme économique de la famille présidentielle, le président Ben Ali semble désormais dépassé par un mouvement dont il n'a pas saisi l'ampleur, et qu'il n'a pas vu venir.

### – Le rôle incertain de l'armée

Ben Ali ne se débarrasse pas que des ministres et des gouverneurs régionaux. Il a également démis de ses fonctions, dimanche 9 janvier, le chef des forces armées terrestres. Une décision remarquée, dans un contexte aussi agité. Sa faute ? Avoir publiquement demandé l'arrêt des tirs contre les civils. Depuis le début du mouvement, l'armée n'a pas pris part aux meurtres de civils dont s'est rendue coupable la police, que ce soit lors de la manifestation de Tunis du 24 décembre (deux morts par balles) ou lors du week-end précédent, où, à Kasserine, Thala et Regueb, dans le centre-ouest du pays, les tirs des policiers et de snipers auraient conduit à la mort d'au moins 35 manifestants.

?Plusieurs municipalités, dont celle de Regueb, ont ainsi demandé officiellement le renfort de l'armée pour les protéger des policiers. Et lorsque les soldats prennent le relais des forces de police, comme la nuit de mardi à mercredi, dans les rues de Tunis, aucun mort n'est à déplorer, du moins selon les informations dont Mediapart disposait mercredi soir. Jusqu'ici, le régime de Ben Ali ne paraît donc pas pouvoir s'appuyer sur les militaires dans sa volonté de mettre un terme par les armes au mouvement social tunisien.

Ben Ali et son régime peuvent-ils s'effondrer à la faveur du puissant mouvement social tunisien ? Deux obstacles empêchent pour l'heure la réalisation d'un scénario qui, fin 2010 encore, paraissait totalement improbable.

nd

### – L'immense machine à réprimer de Ben Ali est toujours en place

En dehors de l'armée, entre 80.000 et 120.000 personnes, selon les estimations, sont employées par l'Etat tunisien pour assurer le contrôle de la population. Un habitant sur 100. Grâce à ces «fonctionnaires de la répression», l'Etat tunisien dispose toujours d'une formidable machine à collecter des informations, et peut s'en servir contre les opposants au régime. Reporters sans frontières l'a d'ailleurs inscrit depuis 10 ans sur sa liste noire des cinq pays les plus répressifs du monde, ce qui met la Tunisie dans le même sac que la Birmanie ou la Corée du Nord. La moindre réunion publique continue d'être étroitement encadrée par la police locale. Et il n'y a aujourd'hui aucun moyen de savoir comment cet appareil répressif réagira à la déstabilisation d'un régime qui l'a créé, et qui le nourrit.

### – La faiblesse de l'opposition politique

À force d'arrêter régulièrement les dirigeants des partis poli-



tiques, de torturer et de contraindre à l'exil les militants du parti islamiste Nahda, d'inféoder les petits partis de notables locaux, d'intimider et de harceler les militants du Parti démocrate progressiste et d'interdire les réunions du Parti communiste, Ben Ali est parvenu à vider l'espace politique tunisien de toute organisation partisane crédible. C'est l'une des raisons qui expliquent sa longévité.

C'est aussi l'élément qui pèse sur l'actuel mouvement social, qui doit s'en remettre presque entièrement au syndicat unique pour garantir sa permanence. *«L'UGTT, qui est un syndicat, garde des contacts avec Ben Ali, et n'est pas prêt encore à demander son départ, juge Khalil Zaouïa, secrétaire général du syndicat des médecins, affilié à l'UGTT. Le comité central n'est pas encore prêt à cela. Et en théorie, ce n'est pas son rôle. Le problème, c'est que du côté des organisations partisans, il n'y a personne. Le PDP, par exemple, c'est de l'agitation médiatique, il ne pèse pas sur le terrain.»*

L'Alliance pour la citoyenneté, qui regroupe de minuscules partis d'opposition, et le collectif des associations tunisiennes, comme celle des femmes, qui lutte dans l'ombre depuis deux décennies contre le régime, doivent rencontrer le secrétaire général de l'UGTT dans les prochaines heures. Sans que l'issue de la réunion puisse apparaître comme un élément décisif pour l'avenir de la Tunisie.

*«Aucune force, l'UGTT mis à part, n'est capable d'appeler à la grève générale, ou de renverser le régime par les armes, juge Khalil Zaouïa. Pour que le régime tombe, il faudra une nouvelle composante, une intervention extérieure. Tout le problème, c'est que nous n'avons pas la moindre idée aujourd'hui de ce que cela pourrait être. Maintenant, celui qui vous dira qu'il a vu monter ce mouvement est un menteur : personne n'aurait pu imaginer, il y a trois semaines que le régime serait sérieusement menacé. Je pense donc sincèrement que nous ne sommes pas au bout de nos surprises.»*

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.

Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.

Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Courriel : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr) . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.